

N° 5217³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**concernant l'accès du public à l'information
en matière d'environnement**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL**sur le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal déterminant
la taxe à percevoir lors de la présentation d'une demande en obtention
d'une information relative à l'environnement**

(12.12.2003)

Par lettre du 22 septembre 2003, réf.: CF/sf, le ministre de l'Environnement a saisi pour avis notre chambre du projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et du projet de règlement grand-ducal déterminant la taxe à percevoir lors de la présentation d'une demande en obtention d'une information relative à l'environnement.

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information environnementale. Elle a pour objet d'améliorer le droit d'accès à l'information du citoyen en matière d'environnement par rapport à la loi du 10 août 1992 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement et le droit d'agir en justice des associations de protection de la nature et de l'environnement.

Notre chambre salue le présent projet de loi, mais se doit néanmoins de soulever quelques remarques textuelles:

Ad article 2, 2) a)

Notre chambre regrette le manque de précision en ce qui concerne les notions d'„*administration publique*“ d'une part et d'„*organes consultatifs publics*“ d'autre part. Ainsi se demande-t-elle sous laquelle des deux notions il y a lieu de situer des organes comme p.ex. une commission consultative communale, le Conseil de développement durable, un syndicat de communes ou une chambre professionnelle?

Ad article 3, 5) a)

Notre chambre préfère remplacer le terme „*fonctionnaires*“ par l'expression plus générale „*le personnel de l'autorité publique*“.

Ad article 7, 4)

Notre chambre ne doute pas de la bonne intention de l'auteur de protéger la santé humaine, néanmoins doute-t-elle de l'application du présent paragraphe.

Ainsi se demande-t-elle qui apprécie „*la menace imminente pour la santé humaine ...*“, le citoyen ou l'administration, et quelles sont, le cas échéant, les preuves à rapporter?

Notre chambre regrette également le défaut de sanctions prévues en cas de non-respect des présentes dispositions.

Finalement est-elle d'avis que les informations permettant de prévenir ou d'atténuer le dommage lié à une menace imminente pour la santé humaine doivent être portées à la connaissance des personnes concernées par tous les moyens.

Elle est d'avis que la mise à disposition de ces informations par Internet, comme le prévoit le paragraphe 6 du même article, n'est pas suffisant, ceci pour deux raisons:

- d'abord, il y a lieu de distinguer le public des personnes directement concernées par la menace imminente; le premier n'a pas d'intérêt direct à connaître ces informations contrairement aux seconds;
- on semble oublier qu'au Luxembourg, beaucoup de gens n'ont pas accès à Internet; il importe donc de porter à la connaissance des personnes directement concernées ces informations par tous les moyens, et notamment par voie postale.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, notre chambre a l'honneur de vous communiquer qu'elle marque son accord aux projets de loi et de règlement grand-ducal sous rubrique.

Luxembourg, le 12 décembre 2003

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Le Président,
Henri BOSSI